

29 octobre 2023

Guerre Israël-Hamas : les États-Unis et le fantôme de la solution à deux États

De la même façon que l'invasion russe en Ukraine a bouleversé les priorités américaines, l'attaque du Hamas contre Israël a obligé la Maison Blanche à se réintéresser au Proche-Orient.

Par Piotr **Smolar** (correspondant à Washington)



Le président américain, Joe Biden, avec Benjamin Nétanyahou, lors de sa visite en Israël, le 18 octobre 2023. Evelyn Hockstein / Reuters (la situation prête-t-elle à rire ?)

Joe Biden aime se présenter comme un « *optimiste invétéré* ». Pourtant, il n'a guère exprimé cette qualité en politique étrangère, lui préférant un froid réalisme. A l'aube de son mandat, sa feuille de route privilégiait la revitalisation des alliances et la compétition avec la Chine. Le conflit israélo-palestinien était considéré comme une cause perdue, une crise lancinante qu'il fallait simplement contenir, faute de pouvoir la résoudre. Mais de la même façon que l'invasion russe en Ukraine a bouleversé les priorités américaines, l'attaque du Hamas contre Israël a obligé la Maison Blanche à se réintéresser au Proche-Orient. En restant prisonnière de prismes anciens.

La nouvelle guerre ouverte entre Israël et les factions armées palestiniennes est une catastrophe à dimensions multiples pour Washington. Elle présente des risques sérieux d'extension régionale, avec l'entrée en scène éventuelle du Hezbollah libanais, voire de l'Iran. La [Maison Blanche a déployé des forces](#) impressionnantes en Méditerranée orientale, à titre préventif, susceptibles de participer à la défense d'Israël.

Le président Biden voulait imprimer sa marque en clôturant la guerre sans fin en Afghanistan, en 2021. Le voilà sur le pas d'une autre porte léchée par les flammes. Déjà, les bases américaines en Syrie et en Irak sont harcelées par des milices armées, à la fois autonomes et liées à Téhéran, qui ont mené une vingtaine d'attaques surtout symboliques.

Sur le plan diplomatique, les États-Unis se retrouvent isolés dans leur soutien public inconditionnel à Israël. Le processus de normalisation entre ce dernier pays et l'Arabie saoudite est gelé. Pourtant, l'administration Biden y avait consacré beaucoup d'efforts, au point d'assumer l'héritage de Donald Trump, qui avait refusé de considérer la résolution du conflit comme un préalable à ce rapprochement historique. Après un désengagement du Moyen-Orient, symbolisé par le refus de Barack Obama de frapper le régime syrien en 2013, voilà les Américains rattrapés par une nouvelle erreur de diagnostic : le commerce et les projets d'investissements ne forment pas une autoroute vers la paix. La Russie et, dans une moindre mesure, la Chine s'engouffrent dans la brèche. Ces États se posent en défenseurs des civils gazaouis et promoteurs d'une approche équilibrée au Moyen-Orient. Les Occidentaux ont beau s'étrangler devant l'hypocrisie de Moscou, après tant de crimes de guerre russes en Ukraine, ils perdent du terrain dans la région.

L'exaspération des pays arabes

Même si, en coulisses, les responsables américains multiplient les avertissements aux Israéliens sur des plans d'invasion précipités, sans objectifs réalisables, leur expression publique jugée partisane et hypocrite a exaspéré les pays arabes. Un cessez-le-feu ? Pas question, dès lors qu'il bénéficierait au Hamas, rétorque la Maison Blanche. Israël a le soutien de Washington pour « *détruire le Hamas* », selon la terminologie retenue. Que veut dire cet objectif ? Nul ne le sait, comme s'il suffisait de trancher quelques têtes, ou cent, ou mille, pour que l'hydre périsse.

Bien sûr, l'administration américaine recommande de tout faire pour « *protéger les civils* » à Gaza. Mais Joe Biden lui-même disait ceci, le 25 octobre : « *Je suis sûr que des innocents ont été tués, et c'est le prix pour faire la guerre.* » Une façon de renvoyer la responsabilité des morts civiles dans la bande de Gaza sur le Hamas, sans regard pour les choix opérationnels faits par le gouvernement et l'armée d'Israël. D'un côté, une empathie totale et indispensable envers les victimes israéliennes ; de l'autre, des mots convenus pour les Gazaouis, et le Hamas tenu pour unique coupable de tout depuis son attaque terroriste du 7 octobre.

C'est dans ce tableau désespérant que surgit de façon inattendue l'optimisme de Joe Biden. Le président démocrate, qui connaît bien Israël, avait fait le constat rapide à son arrivée au pouvoir d'un blocage politique complet : Mahmoud Abbas emmuré à Ramallah ; une droite israélienne dorénavant dominée par les nationalistes religieux et les colons, ne croyant qu'à la force et aux actes unilatéraux. En juillet 2022, au terme de sa rencontre à Bethléem avec le président palestinien, Joe Biden avait répété son attachement au principe de la solution à deux États. Mais il avait conclu que « *le terrain n'est pas fertile* » pour relancer les négociations.

Aujourd'hui, ce terrain est gorgé de sang. Mais de façon intellectuelle et abstraite, Washington espère que le paradoxe du drame absolu vécu par Israël serait une levée de ce blocage antérieur et la possibilité de réanimer la fameuse solution à deux États. Autrefois projet concret, paraissant à portée de main après les accords d'Oslo (1993), cette expression est devenue une sorte de spectre hantant les communiqués occidentaux et les prières de ceux qui s'obstinent à défendre la coexistence des deux peuples. « Coexistence » : ce mot même paraît aujourd'hui indécent, hélas. Aucune comparaison historique ne serait excessive pour souligner l'ampleur du traumatisme émotionnel, moral, sécuritaire et politique vécu par les Israéliens. C'est l'épouvantable victoire du Hamas qui, par essence, n'est intéressé par aucune solution politique reposant sur un compromis.

Retrouver une voie vertueuse

Pourtant, ce qui se dessine est une forme d'approche transactionnelle de la Maison Blanche avec Israël. Soutien total pour détruire le Hamas. Mais, en retour, relance d'un processus de négociations politiques entre l'Autorité palestinienne (AP) et le gouvernement israélien, seule manière de retrouver une voie vertueuse avec les pays arabes. « *Il n'y a pas de retour possible au statu quo tel qu'il existait le 6 octobre*, a averti Joe Biden. *Cela signifie s'assurer que le Hamas ne puisse plus terroriser Israël et utiliser les civils palestiniens comme des boucliers humains. Cela veut aussi dire que lorsque cette crise s'achèvera, il faudra une vision de la suite. Et, de notre point de vue, cela doit être la solution à deux États.* »

Cette offre paraît logique. Elle repose sur un précédent, un autre traumatisme israélien : la guerre du Kippour, en 1973. Six ans plus tard, [Menahem Begin et Anouar El-Sadate](#) signaient à Washington un traité de paix entre Israël et l'Égypte. Un bouleversement inouï. Pourtant, cette offre tacite des États-Unis paraît compromise avant même d'être articulée. Il y a d'abord les incertitudes liées à la probable opération terrestre. Le dilemme d'une guerre est connu : on décide de son commencement, mais on ne peut prévoir son évolution et sa fin.

Ensuite, cette offre suppose des acteurs fiables. Y a-t-il des hommes d'État dans la salle ? La survie politique de Benyamin Nétanyahou ne tient plus qu'à un fil. Lui qui posait en héraut de la sécurité nationale est tenu pour responsable de sa faillite. Après seize ans au pouvoir, le 7 octobre résumera son héritage. Le premier ministre israélien a lié son sort à une extrême droite qui ne jure que par l'annexion et nie l'existence même d'un peuple palestinien. En outre, M. Nétanyahou n'a jamais cru à la possibilité d'une paix. Avec cynisme, il a misé depuis des années sur l'affaiblissement de l'AP, assumant des accords non écrits avec le Hamas pour préserver un calme relatif.

L'amertume de Mahmoud Abbas

Sur l'autre rive, Mahmoud Abbas est un dirigeant sans idée à la tête d'un système vermoulu, décrédibilisé aux yeux d'une large partie de son peuple, qui le voit comme un collaborateur d'Israël. Le raïs n'a aucune envie de célébrer son retour comme administrateur d'une bande de Gaza en ruines et en détresse, après le conflit. Il garde une amertume acide contre ses habitants, qu'il tient pour responsables de la victoire du Hamas devant le Fatah aux élections législatives de 2006. Une amertume également réservée aux dirigeants arabes de la région, accusés d'avoir délaissé la cause palestinienne.

Dans ces conditions instables et défavorables, la Maison Blanche ne peut se contenter d'appeler Israël à ne pas être « *consumé par la rage* » et à nonner la liturgie de la solution à deux États. Pour ne pas être soupçonnée de gagner du temps et de chercher un énième apaisement bancal, qui ne serait qu'un prélude à une future explosion de violence, l'administration Biden devra se pencher sur les questions douloureuses et immuables. Quel sort pour les 700 000 colons israéliens à Jérusalem-Est et en Cisjordanie ? Quelles prérogatives pour un État palestinien ? Comment surmonter la division politique et territoriale entre la Cisjordanie et Gaza ? Quel statut pour Jérusalem ? Depuis un an, la Maison Blanche avait un avis tranché sur la réforme judiciaire poussée par la droite israélienne, la condamnant. Elle n'en aurait pas, en revanche, sur ces points cruciaux ? La photographie est pourtant claire. Au vu de l'axe chiite hostile à Israël et à l'Amérique, il est dans l'intérêt stratégique de Washington de promouvoir une solution négociée au conflit. Mais son passé de médiateur partisan joue en sa défaveur.

Pour l'heure, évidemment, l'administration Biden est en gestion de crise. Ensuite, il ne sera pas question de dicter les réponses. Le temps des parrains et des alignements n'est pas celui de 2023. Toutefois, si Washington renvoie simplement ces enjeux aux deux protagonistes, si les pays arabes n'assument pas, enfin, leurs responsabilités et n'interviennent que pour financer une reconstruction de Gaza, il faudra signer le certificat de décès de la solution à deux États, sans aucune alternative viable. Il faudra se résoudre, aussi, à la transformation d'une question politique en festin macabre pour extrémistes religieux et identitaires. Ainsi pousseront, pendant les décennies à venir, les graines de la haine mutuelle et du déni de l'autre. Génération après génération. Funérailles après funérailles.